

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Patrimoine
Inauguration à Dakar
du Musée des civilisations
noires



Le président sénégalais Macky Sall a inauguré hier à Dakar le Musée des civilisations noires (MCN). Un projet vieux d'une cinquantaine d'années destiné à célébrer les réalisations de l'homme noir des débuts de l'humanité à l'époque contemporaine, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le chef de l'État a coupé un ruban symbolique et dévoilé une plaque devant l'entrée de ce bâtiment monumental à l'architecture inspirée notamment de la case ronde de Casamance (sud du Sénégal), sept ans après le début des travaux sous son prédécesseur Abdoulaye Wade. Plusieurs centaines d'invités ont ensuite assisté, dans l'enceinte du Grand Théâtre national voisin, à un spectacle de chants, de danses, de rap et de slam, mêlant tradition et modernité, hommages aux ancêtres, aux grandes figures des civilisations noires, de Martin Luther King aux "tirailleurs sénégalais".

• Curage et bouchage
Action utile à Owendo



Voilà qui va, un tant soit peu, alléger la circulation sur les axes de Petit-village, entrée Carrefour Sobraga ou sur la ruelle du lieu dit "Martin Bongo", dans la commune d'Owendo. Samedi dernier, les jeunes adhérents de l'Ong "En avant pour la cité" ont retroussé les manches pour boucher des nids-de-poule, souvent responsables d'une énorme gêne de la circulation et parfois d'accidents. À l'aide de gravier, de sable, de ciment et autre barres de fer, ils ont bouché les énormes crevasses qui s'étaient formées sur ces voies. L'activité a réuni plus d'une soixantaine de jeunes. A la grande joie du président de l'Ong, Alban Parfait Bilongou Bignoumba, surpris par la capacité de mobilisation d'"En avant pour la cité".

Rassemblés par I. I

Violences basées sur le genre (VBG)/ Opération de sensibilisation à la plage du lycée Léon-Mba

Les violences faites aux femmes : parlons-en !



Les membres de l'ADDFE s'adressant aux lycéens.

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

L'ASSOCIATION pour la défense des droits de la femme et de l'enfant (ADDFE) a effectué, samedi dernier, le lancement de ses activités annuelles à Libreville par un pique-nique de sensibilisation sur le thème "Genre et violence faites aux femmes", organisé sur la place du lycée national Léon-Mba, dans le 1er arrondissement.

Ladite activité qui s'adressait à tout le monde entrait

dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale de l'élimination des violences à l'égard des femmes. Objectif : amener les uns et les autres à briser le silence en cas de violence. L'essentiel de cette rencontre était basé sur un exercice simple consistant, pour le public, à commenter plusieurs coupures des publications du journal l'Union, relatives aux faits de violences sur la gent féminine. A chaque participant de proposer, enfin, une piste de solution pour freiner ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur au quotidien.

Une méthodologie qui a porté des fruits. « Elle nous a permis de toucher un plus grand monde », a déclaré la présidente de l'ADDFE, Marie-Louise Enie. De plus, pour accroître l'intérêt du public sur la question et atteindre au maximum les objectifs escomptés autour de l'événement, les responsables de cette Organisation non gouvernementale ont fait une présentation générale de ce phénomène. S'appuyant sur l'origine du fléau qui remonte à 1960, avec l'assassinat en République Dominicaine des Sœurs Mirabal, Marie-Louise Enie a notamment relevé qu'« au Gabon, il ne

se passe pas un jour sans que le quotidien l'Union, dans sa rubrique "Faits divers", ne nous rapporte des faits de violence subie par les femmes et les filles au sein de leurs foyers et leurs familles de la part de leurs partenaires, parents et même de leur progéniture », a-t-elle relevé. Pour l'ADDFE, cette sortie constituait donc l'occasion d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les violences perpétrées quotidiennement à l'encontre des femmes et des filles. Pour ce faire, le choix du thème ayant soutenu cette activité n'était pas fortuit. « Il permet, en y impli-

quant la dimension genre, d'élargir les acteurs de la violence. Certes, les hommes sont les plus nombreux en tant qu'auteurs, mais il n'en demeure pas moins que de nombreuses violences sont aussi le fait de femmes sur d'autres femmes », a souligné la présidente Enie. C'est pourquoi, l'ADDFE a exhorté les uns et les autres à ne plus rester silencieux face aux violences, partout dans le monde. En guise de symbole pour cette cause, Marie-Louise Enie a lancé une invite aux femmes à s'habiller en coloré car, pour elle, « le noir est le symbole de la barbarie et de l'obscurantisme. »



L'ADDFE a également montré le lien entre violence basée sur le genre et le Sida.

Gestion des infrastructures sportives et culturelles/ Suite à la dissolution de l'Anageisc

L'inquiétude des employés

J.F.M
Libreville/Gabon

CRÉÉE en 2013, l'Agence nationale de gestion des infrastructures sportives et culturelles (Anageisc), et bien d'autres, vient d'être dissoute à l'issue du Conseil des ministres du 16 novembre 2018.

Quelques semaines après l'officialisation de cette mesure sur les sites où exerce la centaine (110) d'employés, notamment sur les stades d'Oyem, Franceville, Libreville et Port-Gentil, c'est la grande inquiétude. Ces agents se demandent en ce moment de quoi demain sera fait ?

Selon le secrétaire général du collectif des employés de l'Anageisc, Jean Repano, que nous avons rencontré hier, le personnel et la direction générale n'ont toujours pas été fixés sur leur avenir professionnel. Selon lui, s'ils ne s'opposent pas à la décision des autorités de confier la gestion de ces stades à l'Office national des Sports, ils redoutent en revanche l'arrêté actuellement en préparation au



Les membres du bureau du collectif des employés de l'Anageisc.



Une vue des palmiers non entretenus du stade d'Angondjé.

ministère des Sports qui pourrait décider du transfert des prérogatives de

l'Agence à la tutelle. Ce qui, a-t-il dit, accentuerait leurs inquiétudes car, ils se de-

mandent ce qu'ils vont devenir notamment dans cette phase transitoire. A ce propos, selon le secrétaire général du collectif, le secrétaire général du mi-

nistère a eu une séance de travail avec l'ensemble de son bureau, sans avoir apporté des éclaircissements attendus sur cette préoccupation des employés.

